

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/451  
11 mars 2003

(03-1369)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## FACILITATION DES ÉCHANGES: UNE APPROCHE INTÉGRÉE ET DIVERSIFIÉE DU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

### Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 mars 2003.

#### Introduction

Le Conseil du commerce des marchandises poursuit ses travaux sur la facilitation des échanges conformément au mandat de Doha, en faisant des progrès notables sur le point demandant qu'il "examin[e] et, selon qu'il sera approprié, clarifi[e] et amélior[e] les aspects pertinents des articles V, VII et X du GATT de 1994". Les travaux menés jusqu'ici par le Conseil ont clairement montré l'importance de cette tâche, compte tenu de l'intérêt général que tous les Membres de l'OMC portent à la réalisation des possibilités d'accès aux marchés. Pour mener à bien ses travaux dans le cadre du mandat de Doha relatif à la facilitation des échanges, le Conseil doit examiner avec soin la question du traitement spécial et différencié et doit étudier quelle est la meilleure façon de faire en sorte qu'une assistance technique et un soutien pour le renforcement des capacités adéquats soient fournis dans le domaine de la facilitation des échanges, et comment cela pourrait être obtenu et pris en compte à terme dans les résultats des négociations.

Les Membres devraient avoir pour objectif commun de mettre en œuvre effectivement toute disposition nouvelle de l'OMC dès l'entrée en vigueur d'un accord. Cela est vrai en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges, compte tenu des effets positifs directs qu'une mise en œuvre immédiate aurait "sur le terrain" pour l'ensemble des Membres, en tant qu'exportateurs et importateurs. Toutefois, force est de constater que cela n'est peut-être pas possible dans tous les cas. Les États-Unis sont d'avis qu'une approche plus ciblée, plus souple et mieux adaptée à chaque cas donnerait les meilleurs résultats, et, dans la présente communication, ils soulèvent un certain nombre de questions qu'il conviendrait d'examiner plus avant.

La conclusion d'un accord sur la facilitation des échanges pourrait être l'un des résultats les plus importants du Programme de Doha pour le développement. Un tel accord pourrait procurer aux Membres peu développés des avantages immédiats considérables - à condition que ses dispositions ne soient pas affaiblies par une approche dépassée du traitement spécial et différencié. Ces avantages, représentés par des engagements nouveaux ou renforcés concernant les modalités de circulation des marchandises à travers les frontières, contribueraient à la stabilité et à la prévisibilité nécessaires pour assurer la croissance des échanges, pour attirer l'investissement et pour renforcer l'industrie. Si une telle approche fondée sur des règles était adoptée, une condition souvent citée de l'accroissement significatif des échanges régionaux, en particulier entre pays en développement, serait remplie. Les

Membres doivent donc concevoir une approche permettant de maximiser les possibilités commerciales, y compris les échanges Sud-Sud.

Il est tout aussi impératif de s'attaquer résolument aux problèmes des Membres peu développés que d'élaborer des dispositions améliorant et clarifiant les articles V, VIII et X du GATT. Outre les difficultés évidentes dues au manque de ressources essentielles et d'expérience, l'évaluation rétrospective de nos efforts d'assistance technique dans ce domaine - fondée en grande partie sur des consultations avec les pays en développement Membres - donne à penser qu'un autre obstacle majeur tient à ce que chacun de ces pays est un cas unique et a des besoins également uniques. C'est pourquoi les États-Unis recommandent que les travaux relatifs à l'assistance technique et au renforcement des capacités soient poursuivis simultanément, de façon intégrée, et fassent partie intégrante de l'élaboration et de l'établissement d'un accord sur la facilitation des échanges.

### **Une approche en trois points du traitement spécial et différencié**

Pour porter ses fruits, un accord sur la facilitation des échanges devra 1) tenir compte des besoins variés des Membres et de leur capacité de mettre en œuvre les résultats des négociations, ainsi que de la nécessité de définir des périodes de transition appropriées et réalistes; 2) instaurer un partenariat viable entre les Membres et avec d'autres institutions afin de répondre aux besoins d'assistance technique et d'exercer une surveillance adéquate; et 3) garantir une application effective de façon que les progrès réalisés dans d'autres domaines de négociation (comme l'accès aux marchés pour les produits agricoles et industriels) ne soient pas compromis. Les États-Unis pensent que la meilleure façon d'avancer est de garder ces trois éléments à l'esprit dans nos efforts pour définir une approche du traitement spécial et différencié au cours des négociations.

#### *1) Approche diversifiée des périodes de transition*

Les discussions qui ont eu lieu jusqu'ici ont mis en évidence les différences entre les pays en développement Membres en ce qui concerne la situation de leur régime aux frontières. Il est donc logique d'envisager une approche différenciée de la mise en œuvre basée sur des obligations ou des mesures spécifiques, plutôt que de considérer simplement une catégorie de pays donnée. Au lieu de traiter la question des périodes de transition comme si elle appelait une solution unique applicable à tous, il faudrait l'aborder de manière plus diversifiée et détaillée, en l'intégrant à la question de l'assistance technique.

En d'autres termes, les périodes de transition pourraient être définies pour les différents engagements pris dans le cadre d'un accord sur la facilitation des échanges, en prévoyant clairement la possibilité d'en moduler la durée en fonction de la situation particulière de chaque Membre. Pour tenir compte de la diversité des situations, on pourrait élaborer des dispositifs détaillés et individualisés qui engloberaient les périodes de transition définies dans le cadre des négociations, mais qui seraient aussi intégrés dans un processus d'assistance technique comprenant des études diagnostiques et des programmes assortis de repères en vue de la mise en œuvre des résultats des négociations.

#### *Questions à examiner*

Quels types de dispositions faudrait-il envisager pour définir des mécanismes de transition individualisés, et comment cette modalité devrait-elle être prise en compte au cours des négociations?

Quels types de dispositions faudrait-il envisager pour faire en sorte que l'application des périodes de transition soit intégrée dans un processus d'assistance technique visant à répondre aux besoins spécifiques de la mise en œuvre?

2) *Mécanisme d'examen et de coordination de l'assistance technique*

Les discussions ont montré que la fourniture dans ce domaine d'une assistance technique et d'un soutien adéquats pour le renforcement des capacités dépend du renforcement de la coordination entre les fournisseurs de ressources et d'un meilleur ciblage de l'assistance technique pour qu'elle vise à renforcer concrètement la capacité des Membres de surmonter les problèmes de mise en œuvre. Il ressort de nos travaux qu'il existe un large éventail de fournisseurs de ressources potentiels dans le domaine de la facilitation des échanges, allant des Membres eux-mêmes aux organisations internationales. Il serait bon en conséquence d'envisager d'établir, à l'issue des négociations, un mécanisme permettant de faire en sorte que l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités visent de manière coordonnée et soutenue à répondre aux besoins de mise en œuvre propres à chaque pays en développement Membre.

*Questions à examiner*

Quelle forme de surveillance permettrait le mieux de s'assurer que l'assistance technique fournie garantit la mise en œuvre progressive des engagements?

Peut-on envisager l'établissement par les Membres d'une sorte de "comité de pilotage" pour s'assurer que les mesures répondent aux besoins liés à la mise en œuvre des résultats des négociations?

Quelles devraient être les principales caractéristiques d'un mécanisme permettant d'évaluer régulièrement l'assistance technique et son efficacité pour ce qui est d'aider à la mise en œuvre progressive des engagements?

Quelle serait la meilleure façon de concevoir un mécanisme permettant la "mise en commun" des compétences techniques, en faisant une place appropriée à d'autres organisations internationales, comme l'Organisation internationale des douanes et la CEE de l'ONU et aux activités régionales, comme celles menées sous les auspices de l'APEC?

Comment les Membres peuvent-ils tirer le meilleur parti de la réserve croissante de connaissances et de compétences librement constituée dans le secteur privé pour faire concorder les besoins logistiques et les méthodes de réglementation?

3) *Respect des engagements*

Les articles V, VIII et X du GATT imposent déjà aux Membres des obligations contraignantes. Par conséquent, tout nouvel accord sur la facilitation des échanges renforcerait les droits et obligations existants. Plusieurs Membres se sont cependant interrogés sur l'application à un nouvel accord des dispositions relatives au règlement des différends.

Les États-Unis estiment qu'il est très important d'inclure les résultats des négociations sur la facilitation des échanges dans la sphère des droits et obligations institués dans le cadre de l'OMC. Toutefois, les efforts de l'OMC dans ce domaine soulèvent aussi des difficultés particulières qui exigeront peut-être que nous fassions preuve de créativité dans la suite des négociations, y compris en réfléchissant à des approches permettant de répondre aux préoccupations sans pour autant amoindrir le rôle fondamental du mécanisme de règlement des différends.

*Questions à examiner*

Serait-il possible d'élaborer des dispositions établissant un processus de consultation ou de médiation propre à l'accord pour les cas individuels de non-respect des engagements?

Serait-il possible d'établir un mécanisme permettant de demander ou d'effectuer un examen de la mise en œuvre?

**Conclusion**

Comme l'ont dit très justement le Ministre suédois Leif Pagrotsky et le Ministre chinois Shi Guangsheng dans un article publié récemment dans l'International Herald Tribune, les Membres "doivent s'assurer que la libéralisation future du commerce qu'ils sont en train de négocier ne sera pas entravée par des règles du passé. Un accord de l'OMC sur la facilitation des échanges contribuerait grandement à la libéralisation des courants d'échanges mondiaux". Les États-Unis partagent ce point de vue, et ne doutent pas qu'un tel accord pourrait être conclu en temps voulu. Nous soulignons une fois encore qu'il n'y a pas lieu de penser que les négociations seront complexes, et nous observons que les travaux du Conseil ont déjà permis d'ébaucher d'éventuels engagements nouveaux ou renforcés dans le cadre de l'OMC.

Les Membres doivent veiller à inclure dans les négociations sur la facilitation des échanges l'établissement d'une feuille de route indiquant comment assurer la mise en œuvre intégrale de leurs résultats par tous les Membres. Alors que nous nous préparons pour la Conférence de Cancún, nos progrès continus dans la définition de la forme et du fond d'un accord sur la facilitation des échanges faciliteront aussi cette tâche en permettant de mieux cerner les situations et les besoins particuliers. D'un point de vue pratique, l'assistance technique n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle est expressément liée à des programmes de travail assortis de repères visant à garantir la réalisation de changements opérationnels précis. Pour des raisons analogues, il a été démontré que les périodes de transition sont un moyen efficace d'atteindre l'objectif d'une pleine intégration dans le système commercial multilatéral à condition d'être étroitement liées aux situations et aux besoins particuliers. Les États-Unis sont prêts à travailler avec tous les autres Membres pour tirer parti des possibilités qu'offre notre action dans ce domaine.

---